

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BMW FINANCE

Société en nom collectif au capital de 87 000 000 €
Siège social : 5 rue des Hérons – CS 30751 – 78182 Saint Quentin en Yvelines Cedex
343 606 448 R.C.S. Versailles

I. — Bilan de au 31 décembre 2024.
(En Euros.)

Actif	Notes	2024	2023
Operations interbancaires et assimilees	2	424 310 896	231 184 567
Caisse, banque centrale, CCP		420 848 892	200 551 357
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit		3 462 004	30 633 210
Opérations avec la clientèle	3	1 858 107 266	1 735 558 087
Operations de credit-bail et assimilees	3 et 4	2 657 965 825	2 396 944 858
Operations sur titres	5	150 046 133	
Obligations et autres titres à revenu fixe		150 046 133	
Actions et autres titres à revenu variable			
Valeurs immobilisees	6	5 153 099	6 652
Participations et autres titres détenus à long terme		4 000 000	
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles		1 150 820	
Immobilisations corporelles		2 280	6 652
Comptes de regularisation et actifs divers	7	218 606 690	225 231 683
Autres actifs		60 709 367	65 131 102
Comptes de régularisation		157 897 323	160 100 581
Total		5 314 189 909	4 588 925 847

Passif	Notes	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées	8	4 285 669 178	3 540 521 071
Dettes envers les établissements de crédit		4 285 669 178	3 540 521 071
Comptes créditeurs de la clientèle	9	222 723	285 724
Dettes représentées par un titre			15 000 000
Comptes de régularisation et passifs divers	10	276 321 725	252 720 754
Autres passifs		56 775 852	67 837 177
Comptes de régularisation		219 545 873	184 883 577
Provisions et dettes subordonnées		201 444 500	220 649 052
Provisions pour risques et charges	11	151 366 320	170 570 872
Dettes subordonnées	12	50 078 181	50 078 181
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRGB	13, 14, 15	550 531 782	559 749 246
Capital souscrit		87 000 000	87 000 000
Prime d'émission, Ecart de réévaluation		106 805 766	106 805 766
Réserves		416 333	416 333
Provisions réglementées			
Report à nouveau		348 648 348	332 648 348
Résultat de l'exercice		7 661 335	32 878 799
Total		5 314 189 909	4 588 925 847

	Hors bilan	Notes	2024	2023
	Engagements donnés		375 224 264	521 620 471
	Engagements de financement			
100	En faveur d'établissements de crédit			
101	En faveur de la clientèle	17	375 224 264	521 620 471
	Engagements de garantie			
102	D'ordre d'établissement de crédit			
103	D'ordre de la clientèle			
	Engagements sur titres			
104	Autres engagements donnés			
	Engagements reçus		50 115 000	50 115 000
	Engagements de financement			
105	Reçus d'établissements de crédit	18	50 000 000	50 000 000
106	Reçus de la clientèle			
	Engagements de garantie			
107	Reçus d'établissement de crédit	18	115 000	115 000
108	Reçus de la clientèle			
	Engagements sur titres			
109	Autres engagements reçus			
	Operations sur instruments financiers à terme		388 747 366	0
	Opération de gré à gré			
110	Instrument de taux d'intérêts à terme conditionnel	19	388 747 366	0

II. – Compte de résultat de au 31 décembre 2024

(En euros)	Notes	2024	2023
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	20	40 180 102	70 144 663
Intérêts et produits assimilés		87 173 749	62 609 742
Intérêts et charges assimilées		-142 000 165	-98 988 389
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		865 273 955	838 993 873
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-770 267 437	-732 470 563
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Produits nets sur opérations financières		8 344 655	4 066 240
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		8 922 359	4 483 727
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-577 704	-417 486
Autres produits nets d'exploitation bancaire	21	25 160 437	38 464 945
Autres produits d'exploitation bancaire		30 855 180	44 011 307
Autres charges d'exploitation bancaire		-5 694 743	-5 546 362
Produit net bancaire		73 685 194	112 675 848
Charges générales d'exploitation		-56 496 032	-56 608 173
Frais de personnel	22	-19 857 217	-21 833 762
Autres frais administratifs	23	-36 542 755	-34 767 852
Dot. Aux amortissements et provisions / immobilisations corporelles et incorporelles		-96 060	-6 559
Résultat brut d'exploitation		17 189 162	56 067 675
Coût du risque	24	-5 990 290	-4 333 987
Résultat d'exploitation		11 198 873	51 733 688
Résultat net sur actifs immobilisés	25	-247 957	-98 427
Résultat courant avant impôt		10 950 916	51 635 261
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat exceptionnel	26	-205 037	-747 759
Impôt sur les bénéfices	27	-3 084 543	-18 008 703
Résultat net		7 661 335	32 878 799

III. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2024.
(En milliers d'euros sauf précision contraire)

Activité de la société :

- Financement en France de toutes opérations d'achat et de vente à crédit notamment de véhicules de tourisme et commercialisés par l'intermédiaire du réseau de distribution du groupe BMW France (agents et concessionnaires).
- Financement des stocks des concessionnaires.
- Location avec option d'achat (LOA) et location de longue durée (LLD) de véhicules de ses marques.
- Vente à crédit, Location avec option d'achat (LOA) et location de longue durée (LLD) de véhicules multi marques.
- Commercialisation pour le compte de tiers de contrats de prestations connexes (entretien, maintenance, assurance, etc.).

Faits majeurs de l'exercice :

Les coûts de refinancement suivent un accroissement significatif en 2024 et ont pour effet une hausse très importante des charges d'intérêts (+43%, soit 142 M€ vs 99 M€ en 2023) qui n'ont été que partiellement atténuées par un transfert dans les prix appliqués aux clients.

Également, les frais engagés liés au projet Alice (remplacement des outils de gestion des contrats) ont un impact important sur le poste des autres frais administratifs (autres services extérieurs).

Par ailleurs, le nombre de contrats financés sur l'activité « Retail Finance » passe de 55 147 en 2023 à 51 439, soit une légère baisse de 7%.

En 2024, le secteur automobile en France continue de se transformer sous l'influence des réglementations environnementales strictes, visant à réduire les émissions de CO₂. L'électrification des véhicules est en plein essor, avec une augmentation significative des ventes de voitures électriques et hybrides.

Enfin, dans un contexte géopolitique instable et ayant des impacts économiques certains, il est cependant important de noter que dans le cadre du conflit Russo-Ukrainien, BMW Finance n'a pas de clientèle en Russie, en Ukraine ou en France qui serait soumise aux mesures de restrictions émises par l'Union Européenne envers des personnalités de nationalité Russe.

Evolution de l'environnement économique sur l'exercice 2024 :

Marché automobile 2024 :

Le marché automobile rebondit en décembre mais reste en baisse sur l'année

En décembre, les immatriculations de voitures particulières neuves (VPN) affichent une légère progression de 1 % par rapport au même mois de l'année 2023, qui comptait un jour ouvré de moins. Le recul du marché sur l'ensemble de l'année 2024 s'établit à -3 % pour un total de 1 718 412 immatriculations, contre 1 774 722 en 2023.

AAA Data, l'expert de la donnée augmentée, enregistre 183 662 immatriculations de VPN sur le mois écoulé, en petite hausse de 1 % par rapport à décembre 2023, qui comptait 20 jours ouvrés contre 21 cette année. Après avoir retrouvé des couleurs en 2023 avec une progression de 16 % et débuté 2024 sur une tendance positive (de janvier à avril), le marché s'est retourné et perd finalement 3 % sur l'année, soit 56 310 unités en moins. Par rapport à l'ère pré-Covid, près d'un demi-million de voitures neuves ont disparu du bilan annuel.

Dans ce contexte, BMW Group France conforte son leadership sur le marché Premium en 2024 avec un record de ventes historique pour BMW et un lancement réussi de la nouvelle gamme MINI.

BMW Group France, avec ses marques BMW et MINI, termine l'année 2024 avec 86 714 immatriculations et une part de marché de 5%. Dans un environnement économique perturbé par le contexte géopolitique, énergétique et réglementaire, ce résultat repose en grande partie sur les modèles électrifiés. Ceux-ci représentent désormais 46,9% des ventes en France, sur un marché dont le mix électrifié est de 25,4%. Des résultats également portés par les ventes à particuliers et entreprise très solides (84 % du total pour BMW et 78 % pour MINI).

Une année historique pour la marque BMW

Avec un volume de ventes de 67 148 unités en 2024 (+12,7% par rapport à 2023 sur un marché à -3,2%), BMW signe un record de vente historique. La marque phare du groupe s'affirme comme leader sur le segment Premium. Sa part de marché s'établit à 3,9% du marché total (1 718 348), soit 0,5 points de plus que l'année dernière et un niveau jamais atteint par une marque Premium en France.

Preuve de la force de son offensive électrique, la part des ventes de modèles électriques de BMW atteint désormais 25,2% (sur un marché où ils représentent 16,9% au global) et pour la première fois, la part des motorisations électrifiées (BEV + PHEV) dépasse 50%.

2024 : l'année du renouveau pour MINI

L'année 2024 a marqué un tournant décisif pour la marque MINI, avec **le renouvellement complet de sa gamme** de modèles en un an. Ce véritable tour de force a permis de **transformer un modèle iconique en une marque à succès**, toujours à la pointe de la mobilité urbaine.

Ce renouvellement en profondeur s'est également accompagné d'un changement de modèle de **distribution, passant avec succès au modèle d'agent**. MINI prouve ainsi sa capacité d'innovation et d'adaptation, faisant de 2024 une année charnière pour le renouvellement de cette icône automobile.

Dans cette année de transition, la marque MINI a enregistré 19 566 immatriculations.

Fers de lance de cette transformation, **les modèles électriques** ont conquis les cœurs, représentant 32% des ventes de la marque en 2024, soit une **progression de 5%** en un an.

Mais MINI ne s'arrête pas là. Avec l'arrivée du MINI Countryman Electric et du tout nouveau MINI Aceman, la marque accélère sa transition vers une mobilité durable et branchée, comme en témoigne la tendance à la hausse des ventes en fin d'année.

MINI s'impose comme la référence en matière d'électromobilité premium, prête à relever les défis de demain avec audace et créativité. Une transformation réussie qui fait de la marque un acteur incontournable de la mobilité de demain.

BMW Motorrad France reste le deuxième marché mondial pour le segment deux roues de BMW Group.

Avec 20 620 immatriculations en 2024 (-4,6%), BMW Motorrad est le deuxième constructeur sur le marché des + 500 cm³ et le troisième sur le marché des + 125 cm³.

L'iconique R 1300 GS a été la moto la plus vendue en France en 2024 (4 624 unités); lancée en novembre la déclinaison "Adventure" a été la moto la plus vendue sur le mois de décembre isolé.

Avec 1 555 unités vendues pour le scooter électrique BMW CE 04 et 704 unités pour le « eParkourer » électrique CE 02 lancé au mois de mai dernier, BMW Motorrad réalise environ 30% de part de marché des deux roues motorisés électriques en France, dont environ 50% réalisées en Ile-de-France.

BMW Motorrad reste par ailleurs très dynamique sur le segment des modèles sport et hypersport avec le renouvellement complet des modèles S 1000 R, RR et XR ainsi que de la gamme M qui compte dorénavant trois modèles; ce segment a représenté plus de 2 100 immatriculations en 2024.

IMPLANTATIONS A L'ETRANGER

Notre société n'a aucune implantation et n'exerce aucune activité dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative : succursale, filiale (entité ad hoc) et participations dans les entités faisant l'objet d'un contrôle exclusif ou conjoint.

I.- Notes sur le bilan actif
(Notes 1 à 7 - en milliers d'euros)**Note 1. – Principes et méthodes comptables appliqués**

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont établis en conformité avec les règles et principes français : image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité, régularité, sincérité, prudence, permanence des méthodes.

Règles de présentation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis conformément au règlement n°2014-07 de l'ANC relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

a) Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre des opérations bancaires sur des établissements de crédit.

b) Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle sont comptabilisées à leur valeur nominale. Ces créances sont composées des encours sains et des encours douteux nets de dépréciation.

Conformément à la réglementation, les créances sont normalement enregistrées en créances douteuses au-delà de la troisième échéance impayée (retard supérieur à 90 jours).

Avant la déchéance du terme, les créances douteuses figurent en comptabilité pour un montant égal à la somme de l'échu impayé.

Après la déchéance du terme, les créances douteuses sont inscrites en comptabilité pour le montant en principal réclamé aux clients.

Les intérêts de retard et indemnités légales ne sont enregistrés que lors de leur encaissement. Cependant, pour satisfaire aux exigences de la législation fiscale, la comptabilité constate des indemnités légales et intérêts de retard qui sont dépréciés en fonction de leur probabilité d'encaissement : le net du poste constitue une créance rattachée aux encours douteux.

Les créances douteuses sont déterminées :

Par la constatation de la contagion.

La contagion consiste à étendre à toutes les créances d'un client le statut de douteux dès lors que l'une au moins de ses créances est douteuse.

Par le traitement différencié des créances restructurées.

Il s'agit, pour l'essentiel, de créances issues du surendettement ; elles sont réparties en restructurations ordinaires et en moratoires (restructurations commençant par un délai sans paiement) et pour chacune de ces catégories :

Restructurations ordinaires : qualification en douteux des créances ayant plus d'un impayé et en douteux compromis des créances à partir du 4^{ème} impayé.

Moratoires : qualification en douteux compromis des créances ayant un délai de report supérieur à 2 ans ou, si le délai est inférieur à deux ans, en l'absence de plan de remboursement prédéterminé.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, les créances douteuses sont désormais classées en :

Créances douteuses,

Créances douteuses compromises (ce sont principalement les créances déchues du terme ou en cours de déchéance).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du résultat.

c) Dépréciation sur créances douteuses de la clientèle et des concessionnaires

En 2013, une base historique des défauts a été constituée à partir de la base de données internes. Elle intègre l'ensemble des contrats Retail depuis le 01/07/07. Cette base historique des défauts permet de connaître sur une période d'observation donnée, les taux de défaut (PD) par pool de risque.

A partir de cette même base, sur des périodes d'observations de 36 mois, une évaluation des LGD « Loss Given Default » est effectuée. Par ailleurs, l'analyse de la performance du recouvrement par Crédit Agricole Consumer Finance (CACF), permet de segmenter les taux de LGD par produits Leasing ou Autres.

La dépréciation sur les créances impayées et douteuses est déterminée en fonction de taux de dépréciation résultant des taux de recouvrement observés après prise en compte du prix de cession éventuel des véhicules. Ces taux sont appliqués à la base douteuse constituée par les impayés et les créances douteuses.

En ce qui concerne les concessionnaires, les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation déterminée au cas par cas en fonction des garanties détenues et des possibilités de recouvrement.

d) Opérations de crédit-bail, LOA et LLD

Les opérations de crédit-bail, de LOA et de LLD sont classées en « opérations de crédit-bail et assimilées » sur la base de l'encours comptable.

Les revenus de ces opérations, y compris les résultats de cession, sont inclus dans le poste « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ».

Lors de la résiliation du contrat, les indemnités de résiliation sont également constatées en « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées » et en créances douteuses. La dotation aux dépréciations est comptabilisée en « charges sur opérations de crédit-bail et assimilées ».

La dépréciation sur les créances impayées et douteuses est déterminée pour les opérations de crédit-bail et assimilées en fonction de taux de dépréciation résultant des taux de recouvrement observés après prise en compte du prix de cession éventuel des véhicules. Ces taux sont appliqués à la base douteuse constituée par les impayés, les créances douteuses et la valeur nette comptable des immobilisations contentieuses.

e) Immobilisations temporairement non louées

Les ITNL sont maintenues dans les immobilisations et continuent d'être amorties selon leur plan d'amortissement initial. Leur déclassement est effectif à la résiliation ou à la fin du contrat, dans l'attente de leur re-commercialisation.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, TVA non récupérable incluse. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués correspondent aux principes fiscaux généralement admis.

Les véhicules immobilisés sont amortis sur une durée de 5 ans, quelle que soit la durée du contrat de location dont ils font l'objet.

Les immobilisations incorporelles comprennent uniquement des logiciels informatiques. La durée d'amortissement de ces logiciels est de 5 ans.

g) Titres de placement

Les titres hautement liquides (HQLA) acquis afin de respecter les exigences réglementaires en matière de liquidités, sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Ils incluent ainsi le montant de la surcote et de la décote sur l'achat des titres faisant l'objet d'un étalement mensuel. A l'atteinte de la maturité, le montant inscrit à l'actif représentera le nominal des titres.

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement ANC 2014-07, ainsi BMW Finance a classé sous la rubrique "Opérations sur titres" en catégorie "Obligations et autres titres à revenu fixe" tous les titres achetés dans le cadre de sa politique HQLA.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition.

A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

h) Provisions pour risques

Les provisions pour risques comprennent une provision pour risques sur valeur résiduelle sur les véhicules loués. Cette dernière est calculée de la façon suivante :

Pour les contrats ayant une fin théorique dans les 12 prochains mois, la valeur résiduelle est évaluée selon les valeurs du marché (interne et externe) enregistrées au cours des 12 derniers mois

Pour les contrats ayant commencé dans les 12 derniers mois, la valeur résiduelle est déterminée selon les règles définies par le « RV Committee » qui se tient chaque trimestre

Pour les autres contrats, la valeur résiduelle est déterminée par la moyenne des 2 groupes ci-dessus.

Le montant de la provision pour risque de valeurs résiduelles figure au passif pour un montant de 150 698 K€ au 31 décembre 2024.

i) Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG).

BMW Finance n'a pas constitué de fonds pour risques bancaires généraux.

j) Fiscalité**Impôt sur les sociétés**

La société BMW Finance ayant opté depuis le 01/01/2002 pour l'impôt sur les sociétés, elle est soumise au taux normal de l'impôt sur les bénéfices sauf pour les plus-values à long terme.

Le taux d'impôt sur les sociétés est de 25% pour toutes les entreprises, auxquels s'ajoute la Contribution Sociale de 3,3% sur la fraction d'impôt excédant 763.000€.

Impôts différés

Il n'est pas constaté d'impôt différé actif ou passif dans les comptes sociaux.

k) Comptabilisation des produits et charges d'exploitation

Les intérêts perçus et loyers sont comptabilisés en produits au prorata temporis. Les premiers loyers sont enregistrés en produits lors de leur émission.

Les participations reçues des constructeurs sont comptabilisées en « produits sur opérations de crédit-bail et assimilés » ou « intérêts et produits assimilés » selon la ligne de produit à laquelle elles se rapportent, et font l'objet d'un étalement sur 36 mois.

Les commissions dues au réseau de concessionnaires faisant l'objet d'un étalement sur 36 mois et qui étaient comptabilisées jusqu'à présent en « Autres frais administratifs » sont désormais reclassées en « Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées » conformément aux dispositions de l'article 2161-1 de l'ANC 2014-07.

Les commissions et participations bénéficiaires à recevoir des compagnies d'assurance sont comptabilisées au titre de l'exercice de production des dossiers en « autres produits d'exploitation bancaires » sur la base d'une estimation communiquée par ces dernières.

l) Réserve latente

La réserve latente est constituée par la différence entre l'encours financier et l'encours comptable. Lorsqu'elle est négative (à savoir lorsque l'encours financier est inférieur à l'encours comptable), elle fait l'objet d'une provision. Il n'est pas constaté d'impôt différé dans les comptes sociaux sur cette réserve latente ou sur la provision correspondante.

m) Opérations sur instruments financiers à terme

Elles sont majoritairement constituées d'opérations fermes sur instruments de taux d'intérêt destinées à couvrir le risque global de taux d'intérêt et sont comptabilisées conformément au règlement de l'ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les intérêts sur les instruments de refinancement et les intérêts sur les swaps de micro et de macro-couverture correspondants sont comptabilisés prorata temporis. Ces derniers figurent en intérêts et charges assimilées.

n) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés à la clôture de l'exercice 2024 pour un montant de 567 K€. Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

Taux d'actualisation : 3,43%

Taux d'augmentation des salaires : 3,50%

Charges sociales : 46%

o) Résultat par action

Le résultat 2024 par action est de 0.89 €.

p) Comptabilisation des charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est composé des charges qui surviennent et des produits qui sont générés de manière exceptionnelle et ne relevant pas de l'activité courante de notre société.

Notre société comptabilise, le cas échéant, dans ces postes, les changements de méthode comptable, les provisions pour redressements fiscaux et tout élément peu fréquent.

q) Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

BMW AG est la société mère consolidant les comptes de notre société.

Note 2. — Opérations interbancaires et assimilées : Encours notionnels par durée résiduelle.

(En milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Comptes et prêts :								
- A vue	424 311				424 311	0	424 311	231 185
- A terme								
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	424 311	0	0	0	424 311	0	424 311	231 185
Dépréciations								
Valeurs nettes au bilan	424 311	0	0	0	424 311	0	424 311	231 185

A des fins réglementaires BMW Finance SNC a ouvert auprès de la Banque de France, un compte de dépôt dont le montant s'élève à 421 Mio € (qualifié de HQLA). Ainsi BMW Finance SNC reste en conformité avec les exigences réglementaires en matière de risque de liquidité, et notamment dans le cadre du Liquidity Coverage Ratio.

Note 3. — Opérations avec la clientèle et crédit-bail - analyse par durée résiduelle.

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> à 5 ans				
Opérations avec la clientèle (d)								
Créances commerciales								
Autres concours à la clientèle	428 314	917 392	18 788	11 150	1 375 644	496 016	1 871 660	1 745 816
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs								
Sous total	428 314	917 392	18 788	11 150	1 375 644	496 016	1 871 660	1 745 816
Dépréciations créances douteuses					-3 919		-3 919	-1 893
Dépréciations créances compromises					-9 633		-9 633	-8 365
Valeurs nettes au bilan	428 314	917 392	18 788	11 150	1 362 092	496 016	1 858 107	1 735 558
Opérations de crédit-bail et assimilées (e)								
Crédit-bail et location avec option d'achat					2 667 604	13 986	2 681 590	2 417 972
Location simple								
Sous total	0	0	0	0	2 667 604	13 986	2 681 590	2 417 972
Dépréciations créances douteuses					-2 435		-2 435	-806
Dépréciations créances compromises					-21 189		-21 189	-20 222
Valeurs nettes au bilan	0	0	0	0	2 643 980	13 986	2 657 966	2 396 945
Total	428 314	917 392	18 788	11 150	4 006 071	510 002	4 516 073	4 132 503

L'application du règlement n° 2014.07 de l'Autorité des Normes Comptables sur le traitement comptable du risque de crédit a conduit à distinguer, parmi les encours sains, les « créances restructurées à des conditions hors marché », qui comprennent les créances non douteuses faisant l'objet d'un plan de surendettement Neiertz.

Les créances douteuses compromises comprenant notamment les créances échues du terme et les créances douteuses depuis plus de 12 mois, s'élevaient à 28,49 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Les opérations avec la clientèle et les opérations de crédit-bail sont toutes réalisées avec de la clientèle résidant en France.

Note 3.1 - information relative a la réserve latente

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Valeur nette comptable des Immobilisations Louées	2 597 279	2 359 660	237 619
Valeur nette financière des Immobilisations Louées	2 846 722	2 561 452	285 270
Réserve latente	249 443	201 792	47 651

La réserve latente ne tient pas compte de l'impôt sur les sociétés (taux 25,83%)

Note 3.2 - opérations de crédit-bail - réserves latentes par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024					Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	> 1 an< 5 ans	> 5 ans	Total	
Crédit bail mobilier, LOA et opérations assimilées	249 443	0	0	0	249 443	201 792
Total	249 443	0	0	0	249 443	201 792

Note 4. – Opérations de crédit bail, LOA et location simple**Immobilisations brutes :**

(En milliers d'euros)	Valeur au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Valeur au 31/12/2024
Immobilisations corporelles	3 302 933	1 384 035	-1 020 807	3 666 161
Total	3 302 933	1 384 035	-1 020 807	3 666 161

Amortissements et Provisions :

(En milliers d'euros)	Valeur au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Valeur au 31/12/2024
Immobilisations corporelles	-914 318	-692 756	575 055		-1 032 019
Total	-914 318	-692 756	575 055	0	-1 032 019

Immobilisations nettes :

(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2023	Amort-Dépr.	Cessions	Valeur nette au 31/12/2024
Immobilisations corporelles	2 388 615	691 279	-445 752	2 634 142
Total	2 388 615	691 279	-445 752	2 634 142

Note 5. – Opérations sur titres

(En milliers d'euros)	2024			2023		
	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total
Portefeuille de transaction						
Portefeuille de placement		150 046	150 046		150 046	150 046
Montant brut						
Dépréciations						
Montant net	0	0		0		0
Portefeuille d'investissement						
Montant brut						
Dépréciations						
Montant net	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Par durée résiduelle (En milliers d'euros)	Créances et dettes rattachées		Autres éléments non ventilés		Moins de 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Obligations et autres titres à revenu fixe											150 046	0	150 046	0
Titres non cotés														
Autres obligations														
Titres cotés														
Autres obligations														
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 046	0	150 046	0

Note 6. – immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Acquisitions (amortissements)	Cessions ou transferts	31/12/2024
Titres de participation et parts dans les entreprises liées				
Valeur brute				
Dépréciation				
Autres titres détenus à long terme :				
Valeur brute	0	4 000		4 000
Dépréciation				
Créances rattachées				
Valeurs nettes au bilan	0	4 000	0	4 000
Immobilisations en cours				
Immobilisations incorporelles				
Valeurs brutes	923	1 200	0	2 123
Amortissements	-923	-49	0	-973
Valeurs nettes	0	1 151	0	1 151
Immobilisations corporelles				
Valeurs brutes	524	0	0	524
Amortissements	-518	-4	0	-522
Valeurs nettes	7	-4	0	2
Valeurs nettes au bilan	7	5 146	0	5 153

Note 7. – autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	120 452	129 337
Avances fournisseurs		
Facturations constructeur à établir	59 742	64 206
TVA déductible	11 352	45 846
Produits à recevoir s/filiales		
Débiteurs divers	49 357	19 285
Comptes de régularisation	98 155	95 894
Produits à recevoir sur swaps		
Assurances		
Participations aux bénéfices d'assurances à recevoir	12 849	18 685
Résultat du SPV	1 595	0
Autres comptes de régularisation	83 712	77 209
Valeurs nettes au bilan	218 607	225 232

Le poste "autres comptes de régularisation" est principalement constitué des charges constatées d'avance liées aux commissions d'apporteur d'affaires

II – Notes sur le bilan passif
(Notes 8 à 16 en milliers d'euros)

Note 8 – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2024	31/12/2023
	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans				
Comptes et emprunts :								
A vue								
A terme	1 428 945	884 865	1 971 834	0	4 285 645		4 285 645	3 540 521
Valeurs données en pension								
Autres sommes dues	24				24		24	0
Titres donnés en pension livrée								
Valeurs au bilan	1 428 970	884 865	1 971 834	0	4 285 669		4 285 669	3 540 521

Les fonds nécessaires à l'activité de BMW Finance proviennent exclusivement de la société BMW Finance NV, domiciliée aux Pays-Bas. Au 31 décembre 2024, les emprunts auprès de BMW Finance NV représentent 2 559,00 M€

Note 9. – comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle :		
A vue	223	286
A terme		
Valeurs données en pension livrée		
Valeurs au bilan	223	286

Note 10. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs	56 776	67 837
Dettes fiscales et sociales	11 867	36 950
Dépôts de garantie reçus	31 912	23 693
Fournisseurs à payer	-3 617	7 194
Assurances et prestataires de services d'entretien à payer		
Cacf		
Créditeurs divers	16 615	0
Comptes de régularisation	219 546	184 884
Agios constructeurs encaissés d'avance		
Produits constatés d'avance	102 573	79 158
Comptes de compensation		
Charges à payer sur swaps		
Autres charges à payer	116 121	105 195
Divers	852	531
Valeurs au bilan	276 322	252 721

Note 11. – Provisions.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises (suite à utilisation)	Reprises (autre)	31/12/2024
Pour garantie donnée/créances adhérents					
Provision pour risque sur valeur résiduelle	165 807	0		-15 108	150 699
Autres provisions pour risques	830	0		-830	0
Provision pour indemnités de départ à la retraite	567	0		0	567
Autres provisions pour charges	3 368	101		-3 368	101
Valeurs au bilan	170 571	101	0	-19 306	151 366

Le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite est fait selon la méthode recommandée par l'IFRIC depuis l'exercice 2021.

L'IFRIC considère que, à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté (N), ce seraient les N dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ.

Cette nouvelle méthode a généré une baisse des engagements les années précédentes.

En 2024 et compte tenu de la situation des effectifs au 31.12.2024, il est constaté une dotation de 0,15 K€.

Note 12. – Dettes subordonnées - Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Durée résiduelle au 31/12/2024					Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2024	
Dettes subordonnées à terme				50 000	50 000	50 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Titres et emprunts participatifs						
Total en principal						
Dettes rattachées				78	78	78
Valeurs au bilan	0	0	0	50 078	50 078	50 078

Note 13 – Capital social.

Catégories d'actions	Nombre de titres			Valeur nominale (En Euros)	Capital social (En euros)
	Début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Clôture exercice		
Ordinaires	8 700 000		8 700 000	10	87 000 000

Note 14 – Variation des capitaux propres.

(En milliers d'euros)	Capitaux propres					
	Capital	Primes et réserves	Ecarts conversion / réévaluation	Prov. Règlement subv. d'inv.	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 Décembre 2022	87 000	441 065	-1 194	0	65 332	592 203
Dividendes ou intérêts aux parts sociales versées au titre de 2022		-65 332				
Variation de capital						
Variation des primes et réserves		65 332			-65 332	
Report à nouveau débiteur						
Résultat de l'exercice 2023					32 879	
Autres variations						
Solde au 31 Décembre 2023	87 000	441 065	-1 194	0	32 878	559 749
Dividendes ou intérêts aux parts sociales versées au titre de 2023		-16 879				
Variation de capital						
Variation des primes et réserves		32 879			-32 879	
Report à nouveau débiteur						
Résultat de l'exercice 2024					7 661	
Autres variations						
Solde au 31 décembre 2024	87 000	457 065	-1 194	0	7 661	550 532

Note 15. – Composition des fonds propres

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres	550 532	559 749
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées	50 078	50 078
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	600 610	609 827

Note 16 – Transactions avec les entités liées

L'ensemble des transactions avec parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

III – Notes sur le hors bilan.
(Notes 17 à 19, en milliers d'euros)

Note 17 - Hors bilan - Engagements donnés.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle	375 224	521 620
Cautions, avals et oblig. En faveur de la clientèle		
Cautions, avals et oblig. En faveur d'établissements de crédit		
Total	375 224	521 620

Note 18 - Hors bilan - Engagements reçus.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	50 000	50 000
Engagements de garantie reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	115	115
Total	50 115	50 115

Note 19 – Hors bilan - Operations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	31/12/2024	31/12/2023
Opérations fermes			0	0
Opérations de gré à gré	388 747		388 747	0
Swaps de taux d'intérêt	388 747		388 747	0
Fra			0	0
Opérations conditionnelles			0	0
Opérations de gré à gré	0		0	0
Instruments de taux d'intérêts à terme conditionnels			0	0
Total	388 747	0	388 747	0

IV – Notes sur le compte de résultat
 (Notes 20 à 29 en milliers d'euros)
Note 20 - produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	87 174	62 610
Sur opérations de crédit-bail et de location	865 274	838 994
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et produits assimilés	952 448	901 604
Sur opérations avec les établissements de crédit	-142 000	-98 988
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de crédit-bail et de location	-770 267	-732 471
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-912 268	-831 459
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	40 180	70 145

Le chiffre d'affaires est réalisé uniquement en France. Par ailleurs, au terme de chaque exercice le résultat de cession sur opérations de crédit-bail fait l'objet d'un reclassement en intérêts et produits assimilés pour les plus-values et en intérêts et charges assimilés pour les moins-values.

Note 21. – Autres charges et produits nets d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Facturation à BMW France		
Participations aux résultats d'assurance, courtages d'assurance	29 260	37 366
Autres produits	1 595	6 646
Autres charges	-5 695	-5 546
Total	25 160	38 465

Les postes "Autres produits" et "Autres charges" sont liés majoritairement aux garanties véhicules d'occasion (GVO), ainsi qu'au résultat des opérations de titrisation

Note 22. - Frais de personnel

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-11 888	-14 051
Charges sociales	-5 728	-5 500
Intéressement	-2 444	-1 034
Participation	474	-994
Impôts et taxes sur rémunérations	-271	-255
Total	-19 857	-21 834

Note 22.1 - Effectif moyen par catégorie

(En nombre)	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	160	160
<i>Dont hommes</i>	73	72
<i>Dont femmes</i>	87	88
Personnel non cadres	44	45
<i>Dont hommes</i>	15	17
<i>Dont femmes</i>	29	28
Total	204	205

Note 23. - Autres frais administratifs

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	-1 435	-3 999
Services extérieurs	-38 391	-31 064
Autres frais administratifs	3 284	295
Total	-36 543	-34 768
<i>Dont 237 K€ d'honoraires des Commissaires aux comptes facturés au cours de l'exercice</i>		

Note 24. – Coût du risque.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations des dépréciations	-11 360	-5 132
Dépréciations des créances douteuses	-11 360	-5 132
Provision pour réserve latente négative		
Provision pour risque sur valeur résiduelle		
Autres dépréciations		
Reprises des dépréciations	8 066	3 104
Reprises des dépréciations sur créances douteuses non utilisées		
Reprises des dépréciations sur créances douteuses utilisées	8 066	3 104
Autres reprises de dépréciations		
Variation des dépréciations	-3 295	-2 028
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées		
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	-2 696	-2 306
Récupérations sur créances amorties		
Coût du risque	-5 990	-4 334

Note 25 – Résultat net sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotation ou reprise nette aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession		
Solde (en perte) ou en bénéfice		
Immobilisations corporelles et incorporelles	-248	-98
Dotation ou reprise nette des dépréciations	-248	-98
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Solde (en perte) ou en bénéfice		
Résultat net sur immobilisations	-248	-98

Note 26 – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotation ou reprise aux provisions pour indemnités de départ à la retraite	0	-75
Divers	-205	-672
Total	-205	-748

Note 27– Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	-3 085	-18 009
Impôts sur résultat exceptionnel		
Impôts différés		
Total	-3 085	-18 009

Note 28 – Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice.

BMW Finance a changé son agrément, passant d'établissement de crédit à société de financement, et a obtenu ce nouvel agrément le 20 janvier 2025

Note 29 - honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires au titre du commissariat aux comptes de l'exercice 2024 s'élèvent à 190 milliers d'euros selon la répartition suivante :

(En milliers d'euros)	PwC	RSM
Certification des comptes	147 000	43 000
Services autres que la certification des comptes	33 734	14 000

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

Aux associés,

BMW FINANCE
5 Rue des Hérons
CS 20750
78182 Saint Quentin en Yvelines Cdx

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BMW FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité de supervision.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables-Dépréciation sur créances douteuses de la clientèle

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques avérés des pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers, tel que décrit dans la note 1.c) et 3 de l'annexe. Au 31 décembre 2024, les opérations avec la clientèle s'élèvent à 1 858 M€ nettes de 13,5M€ de dépréciations. Les opérations de crédit-bail et assimilées s'élèvent quant à elles à 2 658 M€ nettes de 23,6 M€ de dépréciations.

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier les créances douteuses et contentieuses et évaluer le montant des provisions pour dépréciation des créances.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations de provisions pour pertes de crédit.

Estimations comptables - Provision pour risque sur valeur résiduelle

Votre société constitue une provision pour risque sur la valeur résiduelle des véhicules loués, tel que décrit dans la note 1 h) et 11 de l'annexe et dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2024 s'établit à 150,1 M€.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent cette estimation, à revoir les calculs effectués par la société et à s'assurer que les notes annexes donnent une information appropriée.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de cette estimation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité de supervision de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité de supervision

Nous remettons au comité de supervision un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité de supervision figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité de supervision la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité de supervision des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

En application de la loi, nous vous signalons par ailleurs qu'en raison de la réception tardive de certains documents nous n'avons pas été en mesure de remettre le présent rapport dans les délais légaux.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris, le 9 avril 2025

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Aurore PRANDI

RSM PARIS
Mohamed BENNANI

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.